

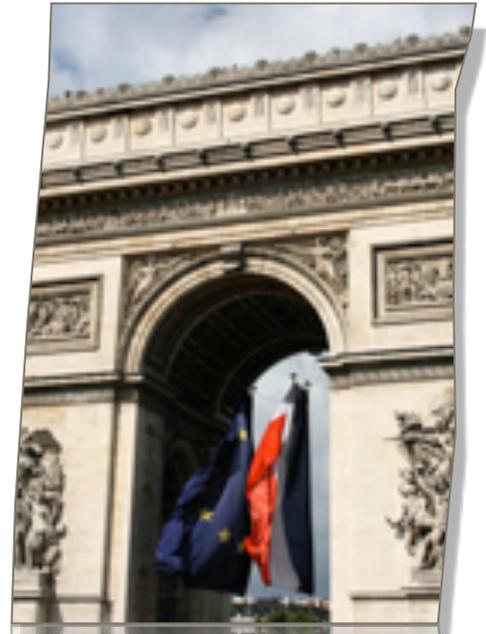
LA PRESSE EN REVUE...



MARDI 27 MAI 2014

SOMMAIRE

- 1) Une réforme
- 2) « syndrome Cahuzac »
- 3) Ils ne peuvent pas bloquer le...
- 4) La faillite des politiques...
- 5) Hollande coule la gauche
- 6) Au feu !
- 7) Il a trouvé que ça ?!
- 8) Sarko dans la m....



G.Diez La Presse en Revue

I) Européennes : des ténors UMP appellent à une réforme profonde du parti



Le président de l'UMP Jean-François Copé, est la cible de ses collègues UMP qui réclament des comptes, au lendemain du scrutin européen. | AFP/Fred Dufour

Le réveil est douloureux pour l'UMP. Au lendemain des élections européennes, le parti de droite, devancé par les extrémistes du FN de cinq points, accuse le coup. La direction et le mauvais climat au sein du parti sont mis en cause par de nombreux ténors du parti.

Les désaccords internes sur les enjeux européens d'une part et l'affaire Bygmalion d'autre part ont en effet entaché la campagne européenne de l'UMP, qui pouvait se targuer «d'être le premier parti» de France après des municipales menées en bon ordre de bataille. A l'issue des européennes, à l'inverse, l'UMP a fait campagne en ordre dispersé, avec cette fronde notamment d'Henri Guaino qui a proclamé publiquement n'avoir pas voté pour les listes UMP.

S'ajoute à ces divisions l'affaire Bygmalion, qui implique Jean-François Copé, président de l'UMP. Ce dernier est soupçonné d'avoir fermé les yeux sur les 18 millions d'euros versés à une filiale de Bygmalion, agence de communication dirigée par ses proches, dans le cadre de la campagne présidentielle de 2012.

Après la contre-performance politique de l'UMP de ce dimanche, plusieurs responsables, en alerte, en appellent à une refondation du mouvement.

«L'honneur de l'UMP est mis en cause»

Depuis dimanche soir, c'est l'avalanche de déclarations chez les responsables UMP. François Fillon a déclenché les hostilités avec des mots durs. L'ex-Premier ministre, l'un des premiers à prendre la parole dès les estimations de sortie des urnes, a fustigé une UMP «atteinte dans sa crédibilité» qui «doit s'interroger sur les raisons de son échec». «Elle n'a pas été en mesure de rassembler et son honneur est mis en cause», a tancé le politique, faisant notamment référence à l'affaire Bygmalion et à son grand rival Jean-François Copé.

Le Vice-président du parti, Laurent Wauquiez, a estimé dans la soirée que «l'UMP (aurait) besoin d'une profonde reconstruction». Bruno Le Maire a renchéri : «La direction de l'UMP doit faire la transparence totale sur ce qu'il s'est passé», en allusion à Bygmalion. «Le changement doit être radical». Et d'interpeller : «La direction de l'UMP doit rendre des comptes, on ne peut pas vivre au fil des révélations de la presse». Concernant le maintien de Jean-François Copé à la tête du parti, Bruno Le Maire s'y est dit favorable, en attendant

de faire la «transparence» sur l'affaire Bygmalion.

«L'UMP doit changer», prônait pour sa part Alain Juppé dimanche soir. «Recréons les bases d'un accord entre droite et centre», a plaidé le maire de Bordeaux, «la droite doit se réformer» et le faire «avec le centre».

Jean-Pierre Raffarin réclame un «conseil d'éthique»

Jean-Pierre Raffarin, dont le nom circule par ailleurs pour la présidence de l'UMP, a réclamé ce lundi matin sur iTélé une «initiative commune» de son parti et des centristes de l'UDI pour éviter la mise en place d'une opposition «bipolaire». Jean-Pierre Raffarin a également proposé la création d'un «conseil d'éthique et de gouvernance» à l'UMP le temps de connaître la vérité sur l'affaire Bygmalion.

«Si (l'UMP) éclate, nous risquerions de faire un boulevard au FN», a enfin alerté Luc Chatel. «Nous avons besoin d'une thérapie de groupe, de se mettre autour d'une table et réfléchir», prône le politique de droite. «Nous sortirons de cette crise collectivement».

L'ancienne ministre Valérie Pécresse a de son côté déclaré que l'UMP devait retrouver «le chemin de la probité». Elle pourrait quitter l'équipe dirigeante du parti «si des décisions très fortes» n'étaient pas prises, a-t-elle prévenu.

«Je ne savais rien», insiste Jean-François Copé

Son intervention était attendue. Jean-François Copé, fragilisé par les affaires internes, s'est défendu ce lundi sur BFM TV concernant l'affaire Bygmalion. Le président de l'UMP s'est dédouané de toute responsabilité dans les 18 millions d'euros dépensés lors de la campagne de l'UMP. Il a affirmé qu'il «ne savait rien» des pratiques de Bygmalion. «Ce n'était pas dans ma vocation de repasser derrière, a martelé le maire de Meaux, moi je faisais confiance aux gens dont c'était le métier de traiter les factures».

En guise d'alternative, Jean-François Copé a précisé qu'il convoquerait ce mardi «un bureau politique pour présenter les éléments dont j'ai connaissance», à l'occasion en réalité de la réunion hebdomadaire. «Je vais donner tous les éléments chiffrés dont j'ai connaissance au bureau politique (...) il y a une enquête (judiciaire), je souhaite que l'UMP ouvre toutes ses portes,

qu'elle se mette à la disposition pleine et entière de la justice», a martelé le président de l'UMP.

Mentionné dans l'affaire Bygmalion, l'ancien ministre Pierre Lellouche, qui conteste toute participation à une conférence facturée à l'UMP, est convoqué ce lundi par la justice afin d'être entendu comme témoin. Deux autres députés UMP, Arnaud Robinet et Dominique Dord (ex-trésorier), seront également entendus par la justice. Après sa défaite européenne humiliante, le parti entre dans nouvelle zone de turbulences.

leparisien.fr

II) « Jean-François Copé souffre du syndrome Cahuzac »



Par Estelle Gross

Lionel Tardy, député UMP, réclame la démission de Jean-François Copé, mis en cause dans l'affaire Bygmalion: "Je ne vois pas comment il peut rester à la tête de l'UMP". Interview.



Jean-François Copé au siège de l'UMP, en juillet 2013. PATRICK KOVARIK / AFP

Lionel Tardy, député UMP de Haute Savoie a donné de la voix ces dernières semaines. Il a notamment écrit une lettre ouverte au président de son parti, lui demandant de rendre des comptes après les révélations sur de possibles malversations ou détournements de fonds au sein de l'appareil.

Vous avez été l'un des seuls à critiquer ouvertement Jean-François Copé ces dernières semaines. Au lendemain des élections européennes, votre colère ne semble pas retombée...

- Nous avons été gentils jusqu'à présent. Mais, cette semaine, nous allons sur les plateaux télé et nous demandons des comptes. Jean-François Copé souffre du syndrome Cahuzac, mais la justice fera le ménage là-dedans.

Jean-François Copé dit qu'il n'était au courant de rien. Pourtant, un certain nombre de questions se posent. Qu'en était-il des relations entre l'agence de communication Bygmalion et son micro parti Génération France? Et avec le cabinet de formation de l'UMP? Ou encore quels liens entre le groupe UMP et Bygmalion?

Jean-François Copé ne peut pas se contenter de se défaire sur son directeur de cabinet Jérôme Lavrilleux. A un moment donné, il faut dire stop! Bygmalion est partout, et c'est Jean-François Copé qui les a fait rentrer. C'est encore lui qui a fait entrer Jérôme Lavrilleux dans Bygmalion et ensuite à l'UMP. Je suis chef d'entreprise, et quand il y a un détournement de fonds les fournisseurs et les banquiers viennent vous voir directement. Jean-François Copé doit assumer ses responsabilités.

Quel impact ont eu ces affaires sur les élections européennes?

- Jean-François Copé a dit : "on a gagné les municipales grâce à moi". Mais il n'y avait que 500 communes où l'on pouvait voter Front national, donc le résultat était totalement tronqué. Sur le terrain, personne ne parlait de Copé, mais de l'UMP et des listes, ce n'est pas lui qui a fait la différence.

Pour ce qui concerne les européennes, le scrutin est personnalisé par une marque, l'UMP, et une tête de gondole, en l'occurrence le chef du parti. On voit le résultat : on fait tout juste 20%.

On ne peut pas aller comme ça l'arme au pied aux européennes s'il n'y en a pas quelques uns qui s'engagent à faire un vrai ménage après le scrutin. J'ai été le seul à le dire la semaine dernière. Nos électeurs nous ont sanctionnés. Les Français ont condamné l'absence de transparence et le peu d'éthique de notre parti. "On vous aime bien mais vous deviez déjà régler ça au mois de mars et rien n'est réglé", voilà ce qu'ils nous ont dit toute la

la semaine dernière.

Jean-François Copé devrait se séparer de deux de ses principaux collaborateurs : son directeur de cabinet Jérôme Lavrilleux et le directeur général des services, Eric Césari. Mais doit-il aussi démissionner?

- Quand on a fait un mauvais choix de collaborateur comme il semble le dire, on en est responsable. Ces collaborateurs ne lui ont pas été imposés ! Jérôme Lavrilleux était le grand donneur d'ordres. Il disait de lui-même qu'il était le sujet, le verbe et le complément. Jean-François Copé ne va pas me faire croire que dans toutes les réunions qu'ils ont eu, ils n'ont jamais abordé ces questions-là ! C'était son alter égo.

A écouter Jean-François Copé, ses deux collaborateurs Lavrilleux et Césari œuvraient pour Nicolas Sarkozy. Ça fait un peu gros ! Quelque soit la configuration, je ne vois pas comment il peut rester à la tête de l'UMP. On verra se qu'il se passe dans les 15 jours.

Et ensuite ?

- Personne ne veut reprendre l'UMP puisque tout le monde rêve de la primaire. Soit on met un sage comme Jean-Pierre Raffarin, soit on choisit une direction collégiale pour une période transitoire. Quoiqu'il en soit, on ne peut pas continuer comme ça, surtout si il y a des perquisitions tout le temps. L'épisode judiciaire approche. On ne peut pas se permettre de perdre un an et demi jusqu'à la fin du mandat de Jean-François Copé.

On a commencé à entendre quelques cadors dimanche soir, mais vous êtes le seul pour l'instant à demander la démission de Jean-François Copé...

- Ils se gardent tous des places ! Je n'ai pas besoin de mon mandat pour vivre, je n'aspire pas à devenir ministre ou encore vice-président de l'UMP, ce qui me laisse une liberté de parole que les autres n'ont pas.

Je suis extrêmement déçu par les dirigeants du parti, y compris les Bruno Le Maire, Xavier Bertrand qui pour des questions personnelles de trajectoire politique sont totalement absents. C'est une erreur politique grave.

On manque de leadership à la tête de la France, alors si à droite aucun n'est capable de se lever un peu de son siège... A situation extraordinaire, on

on a des dirigeants ordinaires.

Envisagez-vous de quitter le parti?

- Je suis sidéré. On verra bien mais à mon avis, si on reste dans la même configuration, il y aura une scission au sein du parti. Et si Copé reste à la tête du parti, je partirai à la première perquisition. Je n'ai pas envie de vivre dans un parti comme avec Guérini à Marseille.

Faut-il avancer la primaire qui choisira le candidat à la présidentielle ?

- Pourquoi pas, mais il faut d'abord quelques mois pour calmer les choses. Le problème, c'est que certains refusent le principe même de la primaire. Nicolas Sarkozy par exemple. Alors certains candidats iront peut-être en dehors du cadre de l'UMP. On est davantage dans une configuration où les gens vont lancer des partis plutôt que des micro-partis au sein de l'UMP.

Faut-il recréer un rassemblement avec les centristes?

- J'ai discuté avec plusieurs centristes ce matin, ils ne veulent pas d'un rassemblement avec l'UMP, et encore moins avec Copé à sa tête. L'idéal ce serait de faire une primaire avec le centre et la droite,

Propos recueillis par Estelle Gross - Le Nouvel Observateur

LAPRESSEENREVUE.EU

III) « Les anti-européens et eurosceptiques ne peuvent pas bloquer le Parlement européen »

Quel impact peut avoir la poussée des partis europhobes et eurocritiques aux élections européennes ? L'analyse de Patrick Christian Moreau, spécialiste des extrémismes en Europe.



Le leader du parti europhobe britannique Ukip, Nigel Farage, le 25 mai 2014 à Southampton (Royaume-Uni). (CARL COURT / AFP)



Par Salomé Legrand

Poussée du Front national en France et des eurosceptiques et eurocritiques en Europe : les élections européennes ont montré un paysage politique recomposé à l'échelle du continent. Avec quel impact sur le quotidien et la politique de l'Union européenne ?

Elections européennes : résultats définitifs et analyses en direct

Francetv info a posé trois questions à Patrick Christian Moreau, historien et politologue au CNRS, spécialiste des extrémismes en Europe et coordinateur d'une étude sur le sentiment anti-européen à l'université de Strasbourg.

Francetv info : Y a-t-il bien eu une "poussée eurosceptique" lors du scrutin de ce week-end ?

Patrick Christian Moreau : Oui, mais cette poussée est triple car elle concerne à la fois des partis eurocritiques, des partis eurosceptiques et des partis anti-européens. Les premiers ne sont pas hostiles à une vision européenne, mais ils

souhaitent qu'elle soit construite sur l'anticapitalisme et refusent les politiques d'austérité. Les seconds défendent un retour à l'Etat-nation, à la priorité nationale et le rejet de toute immigration non-européenne. Enfin, les derniers souhaitent faire sortir leur pays de la monnaie unique, voire de l'Union européenne.

De plus, l'analyse de cette poussée est très complexe car elle repose sur cinq piliers profondément différents, selon que l'on parle de la gauche ou de la droite de l'échiquier politique et du degré d'extrémisme des partis.

Comment définissez-vous ces cinq piliers ?

A gauche d'abord, il y a le bloc des partis communistes et post-communistes radicaux, qui sont eurocritiques et anticapitalistes. De Syriza en Grèce au Front de gauche français en passant par le Sinn Féin en Irlande, c'est un groupe attendu, connu, dont la seule nouveauté consiste en l'apparition d'eurodéputés issus des nouveaux mouvements sociaux comme les "indignés". Le parti Podemos ("Nous pouvons") en Espagne remporte par exemple 8% des voix et cinq eurodéputés.

Le deuxième bloc est assez curieux. Il est formé d'un seul parti ou presque : le Mouvement 5 Etoiles de Beppe Grillo, qui rafle 25% en Italie. Je le nommerais "oppositionnel mouvant" : il est classé tantôt à droite, tantôt à gauche.

Le troisième ensemble concerne les parti nationalistes anti-européens ou anti-euro. C'est Alternative für Deutschland en Allemagne, le Congrès de la nouvelle droite (KNP), un nouveau parti qui rassemble 7,2% des voix en Pologne, et l'Ukip et ses 27,5% au Royaume-Uni. Ils ne pourront pas former un groupe politique mais au

Le quatrième bloc est très complexe. Il rassemble les nationalistes de droite radicale comme le Front national. D'autres partis semblables ont fait des percées identiques, comme le Parti populaire danois, arrivé premier avec ses 26,6%. Mais des partenaires potentiels de Marine Le Pen se sont cassé la figure. Le Vlaams Belang n'obtient qu'un siège en Belgique et le Parti national slovaque n'aura aucun élu. Beaucoup de députés vont manquer pour former un groupe politique.

Enfin, le cinquième bloc est constitué des partis d'extrême droite dure, dont Aube dorée en Grèce, le Jobbik hongrois et le parti néonazi allemand

NPD, qui envoie son premier élu au Parlement.

Comment ces partis peuvent-ils influencer sur la politique européenne ?

Tous ensemble, en comptant toutes ces variantes, ils représentent près de 30% des élus à Bruxelles et Strasbourg. Mais ils sont si différents, idéologiquement et en termes de priorités qu'ils se sont fixés, qu'ils sont incapables de travailler ensemble. De fait, ils ne peuvent pas bloquer le fonctionnement du Parlement européen. Ils seront dans toutes les commissions, feront des grands discours, mais ne pourront rien entraver.

Le seul sujet sur lequel ils peuvent peser, c'est l'élection du prochain président de la Commission européenne. Martin Schulz va certainement essayer d'obtenir des voix du côté de la Gauche unifiée, tandis que Jean-Claude Juncker a déjà annoncé qu'il ne voulait pas être élu avec des voix de l'extrême droite.

francetvinfo.fr

IV) La victoire du FN est d'abord la faillite de la classe politique française

Pierre Haski | Cofondateur Rue89

Le Front national est le gagnant de ces élections, les perdants sont nombreux. Comment réagir à cet électrochoc annoncé ?



Une affiche pour une tête de liste FN aux élections européennes, le 23 mai 2014 à Paris (AY-COLLECTION/SIPA)

On le savait, et pourtant ça fait un choc : le Front national arrive pour la première fois en tête d'une élection au niveau national, et avec un score record : autour de 25%. On respire un grand coup, et on analyse.

On le savait, en effet, depuis des semaines, les sondages ne s'étant, sur ce point, pas trompés. Et pourtant, contrairement au « sursaut » du deuxième tour de 2002, il n'y a pas eu de mobilisation générale pour faire barrage à l'extrême-droite.

Au contraire, y compris à gauche, beaucoup ont choisi de laisser faire en s'abstenant massivement, même si la participation a été légèrement supérieure aux européennes précédentes. C'est de ce point de vue plus grave que le 21 avril « accidentel ».

C'est ce phénomène qui est le plus intéressant à comprendre, à analyser.

Le Front national est donc en tête, et il assurément le grand vainqueur de ce scrutin. C'est incontestable, et c'est historique. Et c'est tragique.

Les résultats en France (estimation)

Front national : 25%

UMP : 20,3%

PS/PRG : 14,70%

UDI/Modem : 10%

Verts : 8,70%

Front de Gauche : 6,60%

Divers droite : 3,90%

Extrême Gauche : 1,60 %

La liste des perdants

Les perdants sont nombreux :

En premier lieu, évidemment, le PS qui réalise un score pathétique (moins de 15%) pour une formation au pouvoir, et qui paie l'incompréhension de ses électeurs face à la politique, et même au personnage, de François Hollande depuis deux ans. Le PS pourra-t-il se relever un jour de cette Bérézina ?

Le Front de Gauche, qui aurait dû, en toute logique, suivre la trajectoire de Syriza en Grèce, arrivé en tête dans son pays, s'est aussi « planté » : 6,6%. Mais Jean-Luc Mélenchon n'a pas su sortir de la dénonciation et de la rhétorique depuis deux ans, ne parvenant pas à incarner une alternative de gauche à l'échec du PS.

L'UMP, qui, après sa victoire aux municipales en raison d'un mode de scrutin favorable, retrouve à la proportionnelle un étiage faible (20%) pour une opposition en période de crise. Le FN lui a volé la vedette, et une partie de ses électeurs : guerre des chefs, affaire Bygmalion et affaires en tous genres...

Au-delà de ces analyses politiciennes, c'est l'état de la société française et du fonctionnement de la démocratie française qui sont en cause.

La faillite de l'« offre » politique

Avec une question : si les Français n'ont pas trouvé dans l'« offre » politique que le Front national pour incarner une alternative au « système », malgré la démagogie de ses propositions, c'est que les partis politiques traditionnels, de droite comme de gauche, ont failli et n'ont pas su se renouveler.

Le FN est en tête, mais pas pour autant le premier parti de France. Il est simplement le plus cohérent dans cette époque, en sachant tenir un discours peut-être irréaliste mais suffisamment fort en direction des victimes de la crise, en direction de tous ceux qui se sentent oubliés, délaissés, par l'élite politique qui se succède au pouvoir sans jamais résoudre les problèmes.

Comment réagir à cet électrochoc annoncé ? C'est à une profonde introspection qu'invite ce résultat électoral, même s'il s'agissait d'un scrutin européen et que l'Union européenne, à tort ou à raison, a aussi servi de repoussoir.

Rien ne serait pire que de refermer demain la page qui s'est écrite ce dimanche soir, et de se dire que c'est un simple problème de « communication » comme le dit le gouvernement à chaque revers.

L'initiative ne viendra pas des seuls partis politiques, notamment de gauche, qui n'ont pas montré une grande capacité à se remettre en cause.

C'est de la société civile que doivent aussi, et sans doute surtout, monter les initiatives de « renaissance », de régénérescence de la vie politique française.

Lundi matin, la France se réveillera avec la gueule de bois, même si celle-ci était prévue, prévisible. A poursuivre dans le déni, le pays irait à la catastrophe. Et si on choisissait un sursaut citoyen ?

rue89.nouvelobs.com



Deux affiches, au siège du Front national à Nanterre, le 25 mai 2014 (Nolwenn Le Blevenec/Rue89)

LAPRESSEENREVUE.EU

V) Hollande entraîne la gauche par le fond

Par Lénéïg Bredoux et Mathieu Magnaudeix

Après la débâcle des municipales, François Hollande enregistre un nouveau désaveu, et le PS le plus mauvais résultat de son histoire. À gauche, les appels à une « autre politique » ont déjà fusé. Le chef de l'État organise une

La gauche est laminée. Pour ces européennes, le PS, déjà ébréché par les municipales, réalise le plus mauvais résultat de son histoire, deux ans seulement après l'accession de François Hollande au pouvoir. Et dans sa chute, il entraîne le reste de la gauche. Entre la présidentielle de 2012 et le scrutin de dimanche, le total des voix de gauche est tombé de plus de 50 % à 33 %. Dimanche soir, l'Élysée a estimé que « des leçons doivent être tirées » de cet « événement majeur ». Mais le chef de l'État, qui n'entend pas changer de cap, apparaît plus fragilisé que jamais. Dans la majorité, les appels à changer de politique ont déjà fusé.

Pour l'exécutif, c'est le pire des scénarios : avec 13,98 % selon les derniers chiffres provisoires publiés par le ministère de l'intérieur (voir sous l'onglet Prolonger), le PS est loin derrière son score déjà piteux de 2009 (16 %) et même en dessous de celui, historiquement faible, de Michel Rocard en 1994 (14,5 %). Mais c'était après treize ans de règne de François Mitterrand à l'Élysée, et sous la pression de la liste alors menée par Bernard Tapie. Le FN arrive nettement en tête avec 25 % de suffrages, devant l'UMP (20,8 %). Le centre obtient 9,9 % des voix, devant les écologistes (8,9 %) et le Front de gauche (6,3 %). La participation était en légère hausse par rapport à 2009, à 43,50 %.

Il s'agit bel et bien d'une immense défaite pour le parti socialiste. Il est systématiquement devancé dans les sept eurorégions métropolitaines, soit par le Front national, soit par l'UMP. Selon des résultats encore provisoires, dans le Nord, Gilles Pargneaux dépasse à peine 12 %. Même score indigent pour l'ancien ministre Vincent Peillon (Sud-Est) ou l'ancien syndicaliste Édouard Martin, propulsé tête de liste dans l'Est, et qui n'a

pas réussi à convaincre. Au passage, sa numéro deux, Catherine Trautmann, élue depuis 1994, disparaît du Parlement européen. En Ile-de-France (14 %), dans l'Ouest et le Centre (16 %), le PS fait un peu mieux. En métropole, le PS réalise son meilleur score dans le Sud-Ouest (autour de 17 %) où sa liste était menée... par une représentante du Parti radical de gauche. C'est seulement en outre-mer que le parti socialiste fait un score honorable, avec 19 % des voix.

Vu l'ampleur des résultats, François Hollande ne pourra pas se défilier : c'est bien lui qui sera le comptable de l'effondrement de son camp. Tous les calculs savamment distillés ces derniers mois se sont évaporés à l'annonce des résultats. Le PS allait résister et même progresser par rapport à 2009 ? C'est le contraire qui s'est produit. Le PS allait de toute façon faire mieux que son plus bas historique, à 14,5 % en 1994 ? Raté. L'exécutif allait « enjamber » les européennes, selon le jargon en vogue dans la majorité ? Même le premier ministre Manuel Valls a dû le reconnaître dimanche soir : « Le moment que nous vivons est un moment grave. (...) C'est un choc, un séisme. » Il y a quelques semaines, un ami du président le reconnaissait : « Le FN en tête serait un échec de

"Nous avons besoin d'une Europe plus forte, plus solidaire, plus juste"

<http://www.gouvernement.fr/gouvernement/nous-avons-besoin-d-une-europe-plus-forte-plus-solidaire-plus-juste>

Mais en décidant de bouleverser ses équipes après les municipales, François Hollande avait prévenu : il ne changerait rien après les européennes. Son premier ministre l'a redit à quelques jours du scrutin, en marge d'un meeting à Barcelone : « Il n'y aura pas de changement de gouvernement, il n'y aura pas de changement de majorité, il n'y aura pas de changement de ligne économique. » Dimanche soir, Manuel Valls a d'ailleurs repris le même credo que depuis son arrivée à Matignon : les Français veulent de « l'efficacité », pas une autre politique. « Je vous dois la vérité, nous devons faire preuve de courage car la France doit se réformer. La politique que nous menons a pour but l'efficacité », a-t-il dit lors de son intervention télévisée, usant d'une formule improbable : « l'urgence de la confiance ».



Les rares ministres du gouvernement à s'être rendus sur les plateaux de télévision ont délivré les mêmes éléments de langage : le scrutin est d'abord européen ; au niveau national, les Français attendent toujours des résultats et manifestent leur impatience, mais il ne faut pas changer de politique ; c'est au niveau européen qu'il faut « réorienter ». Exemple avec Laurent Fabius, ministre des affaires étrangères : « Au plan français, la seule réponse possible, c'est dans l'action et les résultats. Les gens veulent que sur le plan de l'emploi, le pouvoir d'achat, la relance industrielle, il y ait des résultats. Sur le plan européen, ce que demandent les Français, c'est le sérieux budgétaire et que l'Europe donne des résultats en matière de croissance. »

Sur Twitter, l'ancien premier ministre Jean-Marc Ayrault a lui aussi lancé : « Après un tel choc, la priorité absolue : réorienter l'Europe. L'Europe doit changer. » Même chose pour l'ex-ministre de l'économie et des finances, candidat à la Commission européenne, Pierre Moscovici : « Maintenant, il faut réconcilier les Français avec l'Europe, en la réorientant vers la croissance et l'emploi. Passons à l'offensive ! »

C'est d'ailleurs le sens du message que François Hollande pourrait choisir de délivrer, mardi, lors de la conférence de presse prévue à Bruxelles après une réunion des chefs d'État et de gouvernement européens. Lundi, il a prévu une réunion de crise avec plusieurs ministres et l'Élysée a déjà distillé les premiers éléments de langage : « des leçons doivent être tirées », a indiqué l'entourage du chef de l'État, parlant d'un « événement majeur ».

« Triste d'être socialiste »

Mais tout cela n'est pour l'instant que de la mise en scène. Et il est difficile de croire que ce sera autre chose que de la communication dans les jours qui viennent. Même si François Hollande décide de relancer son discours sur une nécessaire réorientation de l'Europe, coupable d'étouffer les États membres, quelle crédibilité aura la parole présidentielle ? C'était son programme de la présidentielle et son bilan de chef de l'État est, sur ce point, négligeable. Le « pacte de croissance » qu'il avait négocié à son arrivée est dans les limbes et le traité budgétaire négocié par Angela Merkel et Nicolas Sarkozy a été adopté sans qu'une ligne y soit changée.

Surtout, depuis deux ans, toutes les politiques mises en œuvre l'ont été pour répondre aux exigences posées par la Commission européenne. Que ce soit sur l'objectif de retrouver un niveau de déficit d'au maximum 3 % du PIB ou sur la nécessité de mener des « réformes structurelles », notamment en matière de compétitivité. Même si le gouvernement français critique plus ou moins ouvertement ce seuil de 3 %, il continue de juger que la France doit maîtriser ses comptes publics pour garantir sa signature sur les marchés financiers. C'est même le sens des prochains textes à venir à l'Assemblée, et notamment le collectif budgétaire prévu fin juin-début juillet, qui doit traduire le « pacte de responsabilité » de l'Élysée.

Avant le scrutin de dimanche, ces débats au Parlement s'annonçaient déjà très tendus. Avec 41 abstentions au sein du groupe PS, le vote sur le plan d'économies de 50 milliards d'euros avait déjà traduit l'ampleur de la frustration et de la colère au sein d'une partie du groupe PS. Sitôt les résultats connus et le discours de Manuel Valls prononcé, les « frondeurs » de la majorité ont repris de la voix sur les réseaux sociaux. En des termes encore plus musclés qu'auparavant.

« Le FN largement en tête. Le social-libéralisme de Hollande conduit à la catastrophe. Imposons-lui vite une autre politique », a réagi le député Laurent Baumel, un des meneurs de la contestation anti-Hollande. Pour Christian Paul, proche de Martine Aubry, « contre le FN, changer d'équipe ne suffit pas. La responsabilité du président sera de proposer une nouvelle politique ». Pour l'ancien ministre de Jean-Marc Ayrault Philippe Martin, « plus de doute : la rigueur en France et en Europe perd la gauche et booste l'extrême droite ». « Le 25 mai est un 21 avril puissance deux ! Face au FN, la droite doit défendre la République et la gauche au pouvoir retrouver sa politique », a commenté Jean-Marc Germain, proche de Martine Aubry.

L'aile gauche s'est aussi exprimée bruyamment. « Un sourd n'entend rien, un aveugle ne voit rien et un muet ne dit rien. À 3 %, il commencera peut-être à réfléchir. Triste d'être socialiste », a lancé le député Pascal Cherki. « À la dérive s'ajoute l'aveuglement », a commenté par SMS Pouria Amirshahi (aile gauche). « Maintenant c'est assez clair pour tout le monde ? Un 21 avril 2017 est plus que probable si l'on s'entête dans la même politique », a commenté Jérôme Guedj, président du conseil général de l'Essonne.

« Un véritable traumatisme », a commenté le président socialiste du Sénat, Jean-Pierre Bel. Lui-même perdra son poste en septembre, quand le PS perdra la majorité à la Haute Assemblée. Sa troisième défaite électorale en six mois.

Parlement européen Résultats des élections européennes 2014



Résultats par parti national

Estimation 26/05/2014 10:48 CEST

FN	24.95%	24	
UMP	20.79%	20	
PS - PRG	13.98%	13	
Alternative (UDI+MoDem)	9.90%	7	
Europe écologie	8.91%	6	
FG (PCF+PG+Ens.+et al.)	6.34%	3	

Source : ministère de l'intérieur

mediapart.fr

LAPRESSEENREVUE.EU

est un tournant historique dans le système politique du pays. [...] Un séisme qui met la gauche à l'écart et réduit à zéro la marge de manœuvre de François Hollande, dont l'immobilisme est probablement la cause principale de la vague noire."

A Turin, les deux derniers présidents français sont montrés du doigt : "La désastreuse présidence de Sarkozy d'abord, la très décevante — pour le moment — saison de Hollande ensuite, ont ouvert un boulevard à Madame Le Pen", écrit **La Stampa**. "Il est difficile de combattre ses slogans simplistes et même irréalistes (qui peut penser, aujourd'hui, refermer les frontières aux marchandises, aux personnes et aux capitaux ?), surtout avec un taux de chômage à deux chiffres. Mais il est certain que, à partir d'aujourd'hui, rien ne sera plus comme avant, ni pour les partis historiques de la gauche et de la droite ni non plus pour le Front national."

Un pays bouleversé

A Londres, le **Financial Times** a déjà les yeux rivés sur l'échéance présidentielle de 2017 : "L'ampleur de sa victoire va donner un sacré coup de pouce au dessein ultime de Madame Le Pen qui est de faire du Front national la troisième force politique de France. Cette victoire constitue une réelle menace pour les deux partis traditionnels en vue des élections présidentielles de 2017. Jusqu'à présent, ils n'y ont apporté aucune réponse cohérente."

Le Guardian constate que "même leurs opposants déclarés l'ont reconnu : c'est une victoire historique. Ou, comme l'a résumé succinctement le ministre des Affaires étrangères, Laurent Fabius, "Il y a un gagnant et beaucoup de perdants." Le quotidien de Londres souligne la stratégie du FN qui "répète comme un mantra qu'il est devenu une force politique majeure de la scène politique française à presque chaque élection depuis des années, mais après la victoire sans précédent aux municipales du mois dernier avec la prise de contrôle d'une douzaine de villes, c'est devenu plus qu'un vœu pieux du passé".

Dans sa tribune, le maire de Londres, Boris Johnson, revient sur les propos de Sarkozy [tenus dans une tribune publiée le 22 mai conjointement dans *Le Point* et *Die Welt*]. Constatant que "l'euroscpticisme se développe particulièrement en France", Johnson rappelle que l'ancien président avait appelé à suspendre Schengen et à

rendre la moitié des compétences aux Etats-nations. "Très bien, Sarko ! Pour la première fois dans sa carrière politique, Il aurait pu être applaudi à une conférence des Tories [...] Il est temps pour la France, l'Allemagne et les autres d'écouter M. Sarkozy, et de reconnaître qu'il a raison", clame-t-il dans le *Daily Telegraph*.

En Espagne, un détail n'a pas échappé à **La Vanguardia** : "Le FN a très vite sorti les affiches 'premier parti de France'.

C'est une présomption excessive, puisque leur victoire, même s'il est vrai qu'elle est historique, s'appuie sur une abstention de 57 % et a été favorisée par le fait qu'en France, comme dans plusieurs pays européens, les élections sont perçues comme inoffensives et permettent d'exprimer sa mauvaise humeur en toute liberté. Qu'on le veuille ou non, ce résultat met en évidence la colère de la société française et un antieuropéisme furieux", conclut le quotidien catalan.

De son côté, **El País** constate que "la France qui ressort des urnes est un pays bouleversé. Inutile de revenir sur l'euphorie de Marine Le Pen pour capter la dimension de ce qui s'est passé : une commotion, un séisme, illustré entre autres par l'avancée du FN chez les jeunes et les ouvriers qui désertent les bastions de la gauche."

La fin de l'axe franco-allemand

C'est d'Italie que vient une leçon européenne de ce résultat qui laissera des traces : "L'axe franco-allemand sur lequel s'est fondée la très difficile construction européenne est aujourd'hui terminé", note **L'Espresso** : "Les deux peuples, ennemis historiques réconciliés par le rêve d'un continent unifié par une institution supra-nationale, font des choix opposés, explosifs et bouleversants. Les Allemands renouvellent leur confiance à la chancelière Angela Merkel et récompensent aussi les autres acteurs de la grande coalition qui garantit la stabilité intérieure. [...] A Paris, le Front national triomphe, [...] il dépasse la droite traditionnelle de l'UMP et humilie les socialistes de François Hollande, qui enregistre son pire résultat. Le président a déjà convoqué une réunion d'urgence à l'Élysée pour ce matin, mais aucun sommet ne pourra changer le cours des événements qui poussent Paris dans une dérive qui l'éloigne de Berlin."

François Hollande : "Mon devoir, c'est de réformer la France et de réorienter l'Europe"

Par Francetv info

Au lendemain de la gifle inligée au PS lors des élections européennes, François Hollande a réaffirmé, lundi 26 mai dans une allocution enregistrée, que son devoir était de "réformer la France et de réorienter l'Europe". Constatant la "vérité douloureuse" sortie des urnes dimanche soir, le chef de l'Etat a affirmé que "dès demain, au Conseil européen", il réaffirmerait que "la priorité c'est la croissance, l'emploi et l'investissement".

VII) Européennes : les vraies-fausses baisses d'impôts de Manuel Valls

Après la débâcle des européennes, le Premier ministre a annoncé lundi de nouvelles baisses d'impôts... aussitôt démenties par Matignon.



Le Premier ministre Manuel Valls, le 26 mai 2014. © François Guillot / AFP

Manuel Valls se serait-il un peu trop emballé ? Au lendemain de la victoire du FN et de la débâcle du PS aux élections européennes, le Premier ministre a annoncé lundi au micro de RTL des baisses d'impôts supplémentaires. Reconnaisant que la charge fiscale était devenue "insupportable" pour les ménages français, Manuel Valls a paru catégorique : "Ça suffit (...). Il faut de nouvelles

baisses d'impôt, notamment de l'impôt sur le revenu, parce que cette fiscalité pèse lourdement sur les couches populaires et sur les classes moyennes", a déclaré le Premier ministre, prenant visiblement acte du mécontentement des électeurs au lendemain d'un scrutin qui sonne comme une sanction pour le gouvernement.

"Il n'y a pas de nouvelle annonce"

Sauf que ce nouveau geste fiscal a été démenti dans la foulée par Matignon, comme le rapporte le site Francetvinfo. Quelques heures plus tard, les services du Premier ministre ont en effet fait marche arrière. "Il n'y a pas de nouvelle annonce", a précisé son entourage à Francetvinfo, précisant que le chef du gouvernement évoquait en réalité les annonces faites avant le scrutin sur Europe 1.

"Il dit : Je vous l'ai déjà dit. Il parle bien des baisses annoncées sur Europe 1", précise Matignon. À la suite des municipales, Manuel Valls avait en effet annoncé mi-mai sur Europe 1 un geste fiscal destiné à exempter, dès 2014, 1,8 million de ménages de l'impôt sur le revenu. Un cadeau fiscal estimé à "un milliard d'euros".

lepoint.fr

VIII) Fausses factures, Bygmalion, Sarkozy : le grand déballage

Laure EQUY, Sylvain MOUILLARD et Dominique



Nicolas Sarkozy, président de la république candidat à sa réélection lors de son dernier meeting à Toulon le 3 mai 2012 (AFP)

L'avocat de la société de communication affirme qu'un système de «vraies-fausses factures» aurait abondé les caisses de campagne de l'ex-président. Un proche de Copé confirme.

«L'affaire Bygmalion» relancée par Libération mi-mai a connu coup sur coup, ce lundi, deux stupéfiants rebondissements. Après les révélations de notre journal concernant la facturation à prix d'or par l'UMP, de conventions souvent introuvables au bénéfice de Bygmalion, l'avocat de la boîte de com a livré sa version. Et a reconnu l'existence d'un système de fausses factures, dont le montant total - «plus de dix millions d'euros» - aurait servi à éponger les dépenses de la campagne présidentielle de l'ex-chef de l'Etat. Me Patrick Maisonneuve a clairement chargé l'UMP, affirmant que c'est «à la demande» du parti que la société a dressé l'ardoise de conventions fantômes.

Second coup de théâtre quelques heures plus tard. Invité de BFMTV, Jérôme Lavrilleux, le directeur de cabinet de Jean-François Copé, a confirmé ce récit et a tout avoué, la gorge serrée. «Il y a eu un dérapage sur le nombre d'événements organisés dans le cadre de cette campagne présidentielle, je prends ma part de responsabilité. Il y a eu un engrenage irrésistible, je n'ai pas eu le courage de dire : "on en fait trop, on va dans le mur"», a-t-il reconnu, tout en dédouanant Nicolas Sarkozy et Jean-François Copé. Explications.

L'avocat de Bygmalion avoue de «vraies fausses factures...

Bygmalion, c'est quoi ?

L'entreprise Bygmalion a été rachetée en 2008 par Guy Alvès et Bastien Millot, deux très proches et ex-collaborateurs de Jean-François Copé. Très vite, le député de Seine-et-Marne, patron du groupe UMP à l'Assemblée nationale, confie d'importants contrats, sans appel d'offres, à Event & Cie, filiale de Bygmalion chargée de l'événementiel. En l'occurrence, des opérations de communication, de formation des élus ou encore de création de sites web.

De quelles factures parle-t-on ?

Entre janvier et juin 2012, l'UMP a payé dix-huit

millions d'euros à la filiale de Bygmalion pour l'organisation de plusieurs événements. Parmi eux, 70 conventions thématiques - sur les retraites, le terrorisme, l'accès au crédit...-, et des dépenses de nourriture, de vidéo, de traduction ou encore de sonorisation. Problème : comme l'a révélé Libération, ces événements n'ont laissé aucune trace ni dans les médias, ni même dans la mémoire des cadres du parti censés les avoir animées. D'où des soupçons de manipulation financière, et d'utilisation frauduleuse de ces sommes - par exemple au profit de la campagne présidentielle de Nicolas Sarkozy, dont il était déjà avéré qu'elle a dépassé le plafond des dépenses autorisées; ou au service des ambitions personnelles de Jean-François Copé.

Que dit Bygmalion ?

L'avocat de Bygmalion nie l'enrichissement de Copé, «ni à titre personnel, ni politiquement». En revanche, sa conférence de presse est accablante pour Sarkozy. Expliquant que ses clients en ont «gros sur le cœur», celui-ci a confirmé l'existence d'un système de fausses factures, pour un montant total de «plus de dix millions d'euros». Ces sommes auraient en réalité financé de manière occulte la campagne présidentielle du président sortant. «Ce qui a été facturé sous le libellé "conventions", ce sont les meetings de campagne de Nicolas Sarkozy», a expliqué l'avocat, jugeant que «l'affaire Bygmalion», c'est «l'affaire des comptes de campagne» de l'ex-président. Selon Patrick Maisonneuve, Bygmalion se serait vu «imposer» ce schéma litigieux : «On leur a demandé de procéder comme cela, c'était un chantage économique [...] On leur a dit que soit ils faisaient des fausses factures, soit ils n'étaient pas payés.»

Que dit Lavrilleux?

Connu pour être un animal politique à sang froid, Lavrilleux s'est livré lundi à un incroyable mea culpa. Voix cassée par l'émotion, les yeux rougis. Celui qui fut directeur adjoint de la campagne présidentielle a admis, sur BFMTV ce soir, qu'une partie des dépenses liées aux meetings du candidat UMP de 2012, au lieu d'être intégrée dans les comptes de campagne, a été «absorbée par l'UMP» sous couvert de conventions plus ou moins fictives. Cette manipulation est due, selon lui, à une «dérive des dépenses» pendant la présidentielle. «Une manière de ventiler une partie des dépenses de campagne», justifie Lavrilleux. Au lieu de la «dizaine de meetings modestes et des deux ou trois grands meetings

prévus» au départ, ce sont «44 ou 45 meetings importants» qui ont finalement été organisés. «Pour moi, il y a eu derrière toutes les dépenses dont on parle, des prestations réelles» de Bygmalion, se défend Lavrilleux, élu dimanche eurodéputé dans le Nord. Qui martèle tout au long de cette interview-confession qu'il n'y a eu «aucune malversation ni enrichissement personnel». Le directeur de cabinet de Copé assure par ailleurs que ni le patron du parti ni l'ex-Président n'étaient informés. «Mon travail de directeur de cabinet, c'est de protéger mon patron», explique-t-il les larmes aux yeux.

Quelle est la ligne de défense de Copé?

C'est aussi la version à laquelle se tient le patron de l'UMP: l'affaire des facturations de conventions bidons se serait tramée dans son dos. Il n'en savait «rien du tout», jure-t-il. Après avoir crié au complot de la presse contre l'UMP à l'approche des européennes, il raconte avoir finalement eu «des doutes» et a commandé un rapport à la direction générale du parti. Au bureau de politique de mardi qui réunira une quarantaine de responsables UMP et promet une franche explication, Copé a promis de donner «tous les éléments chiffrés dont (il a) connaissance» et martèle sa promesse de transparence.

L'avocat de Bygmalion décharge Copé. C'est déjà ça. Il est néanmoins difficile de croire que le patron de l'UMP n'a rien su de ces fausses factures tant les acteurs de l'affaire lui sont proches: Eric Cesari, directeur général du parti, et le fidèle Jérôme Lavrilleux, premier des Copé boys. «Je faisais confiance par définition aux gens dont c'est le métier, je n'avais pas vocation à repasser derrière», a-t-il répété ces derniers jours. C'était avant les révélations de l'avocat de la société Bygmalion qui mouille encore davantage la direction du parti.

Quel impact sur les comptes de campagne de Nicolas Sarkozy ?

L'ancien président de la République avait déjà été épinglé par le Conseil constitutionnel, qui avait confirmé le rejet des comptes de sa campagne présidentielle de 2012. En cause : la réintégration dans le calcul de 1,5 million d'euros de dépenses diverses, que l'UMP avait omis de mentionner. Résultat : le plafond des dépenses autorisées pour une campagne (22,5 millions d'euros) avait été dépassé de 466 118 euros. L'enjeu était considérable pour l'UMP, puisqu'un parti ne peut prétendre au remboursement public de la moitié

de ses frais (11 millions d'euros dans le cas présent) que si ses comptes sont validés.

L'affaire avait donné lieu à l'épisode de la «souscription nationale» pour renflouer les caisses du parti et que «vive la démocratie», selon Jean-François Copé. L'affaire Bygmalion offre un nouvel éclairage sur ce dossier : en camouflant des dépenses de campagne derrière des conventions bidons, l'UMP pourrait avoir fait exploser le plafond légal dans des proportions bien plus importantes. Une enquête préliminaire a été ouverte pour faux et abus de confiance. Elle a déjà donné lieu à trois convocations. Dur d'imaginer que les responsables de Bygmalion pourront y échapper, tout comme ceux de l'UMP chargés de l'organisation de la campagne 2012.

Laure EQUY, Sylvain MOUILLARD et Dominique ALBERTINI

liberation.fr

A Suivre...
La Presse en
Revue